

**DOSSIER** 4<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DU CONFLIT YÉMÉNITE

## « Au Yémen, il n’y a pas eu de trêve pour les civils »

Bombardements indiscriminés, crise alimentaire avérée, épidémies dévastatrices, depuis 2015, les civils Yéménites paient le prix d’une guerre sans loi entre les Houthis et les forces gouvernementales soutenues par la coalition menée par l’Arabie Saoudite. Alors qu’en décembre 2018, une résolution de l’ONU laissait entrevoir un cessez-le-feu, à Hodeïda, Hajjah, Sana’a, les violations de l’accord sont aujourd’hui quotidiennes. 18 000 raids aériens face à un recours systématique aux mines antipersonnel, c’est le bilan d’une guerre asymétrique dont les civils sont les premières victimes.

LIRE LE DOSSIER

[YÉMEN,  
LA GUERRE À L’AVEUGLE](#)

### **Bombardements massifs et mines antipersonnel : la guerre des lâches**

Entre mars 2015 et octobre 2018, les infrastructures de santé au Yémen ont comptabilisé plus de 70 000 victimes du conflit. Depuis 2015, les chiffres sont effroyables et très certainement en dessous de la réalité. **18 000 raids aériens dont 75 % des victimes sont des civils et des milliers de mines posées pour protéger les lignes de front, font du Yémen l’un des pays les plus contaminés au monde.**

« Nous sommes face à un conflit asymétrique : d’un côté, une armée sophistiquée qui mène des bombardements massifs et indiscriminés en zones urbaines. De l’autre, un groupe armé qui a recours aux mines, l’arme du pauvre. Au milieu, les civils paient le prix fort ! » explique Maud Bellon, Cheffe de mission de Handicap International au Yémen.

Utilisées pour stopper la progression de l’ennemi sur la côte ouest du pays et autour de la ville de Hodeïdah, les mines tuent et blessent presque exclusivement des civils. Elles s’ajoutent aux centaines de restes explosifs issus des bombardements qui jonchent les sols.

**« La contamination est complexe et extrêmement diverse : on trouve des vieilles mines de fabrication belge, chinoise ou d’Allemagne de l’Est, des mines artisanales, parfois produites en série, des restes de missiles, d’obus et des sous-munitions...Tout un panel d’armes interdites par le droit international ! »**

Maud Bellon, Cheffe de mission de Handicap International au Yémen

/ Contact presse

Nathalie BLIN

T. 04 6 68 75 39

M. 06 98 65 63 94

M. [n.blin@hi.org](mailto:n.blin@hi.org)

Depuis 2015, cette prolifération des armes explosives a eu un effet domino : **600 infrastructures civiles détruites ou endommagées par mois**, désorganisation du tissu économique entraînant inflation et pénuries, notamment alimentaire, déplacement de populations, etc. 80% de la population a aujourd'hui besoin d'une aide humanitaire.

### **La France doit clarifier sa position sur les ventes d'armes**

Jeu de poker menteur, exercice d'équilibriste ? Depuis 2015, la France n'a cessé d'entretenir le flou le plus total quant à son implication dans le conflit yéménite. Elle condamne l'attaque après l'attaque les conséquences des combats sur les civils, alors que ses ventes d'armes continuent d'alimenter le conflit, en contradiction flagrante avec ses engagements internationaux. La création récente d'une mission d'information parlementaire, saluée par les ONG, devra répondre à l'opacité quasi-totale sur ces ventes d'armes, et au manque criant de contrôle parlementaire sur ce sujet.

## **« Au Yémen, nous sommes l'une des rares organisations à pratiquer la rééducation de guerre »**

Depuis 2015, Handicap International agit aux côtés des blessés. Parmi les victimes du conflit qu'elle a soigné en 2018, **15% des blessés ont été victime d'une mine et 35% d'un bombardement**. « Les blessures causées par les mines et les bombardements sont complexes (plaies ouvertes, fractures, brûlures, perte de masse musculaire, systèmes nerveux atteints) et supposent une intervention rapide et une prise en charge longue pour ne pas développer de handicap permanent. Quand on sait que 50% des infrastructures de santé sont à terre, comment répondre à l'immensité des besoins. » s'alarme Maud Bellon.

Au-delà de l'absence de services, la rééducation de guerre, ou rééducation post-opératoire est aujourd'hui très peu pratiquée au Yémen. « Nous sommes l'une des rares organisations à dispenser des services de rééducation post-opératoire parce que c'est une discipline qui n'existait pas au Yémen. L'aide aujourd'hui centralisée à Sana'a, conduit des milliers de civils à parcourir de longues distances. Il y a 4h de route entre Hodeïda et Sana'a sans compter les checkpoints et les prises de risques associées aux passages des lignes de front. Accéder aux services relève parfois de l'impossible ».

### **/ Contact presse**

Nathalie BLIN

T. 04 6 68 75 39

M. 06 98 65 63 94

M. [n.blin@hi.org](mailto:n.blin@hi.org)



Présente dans 7 hôpitaux à Sanaa, les équipes de l'ONG travaillent sans relâche pour faire face à l'engorgement total de ces hôpitaux. L'ONG déploie aujourd'hui ses activités à Tazeh et Aden pour mieux répondre à la complexité des mouvements de population dans le besoin. Mais face aux défis sécuritaires et administratifs que pose le Yémen, coupé en deux, l'accès aux populations demeure un enjeu colossal.

## L'accès aux populations demeure un enjeu colossal au Yémen

Près d'une centaine de camps informels, à Hajjah, Al-Hodeïda, mais aussi au sud du pays se font et se défont aux rythmes des combats. 3 millions de personnes sont actuellement déplacées au Yémen et on estime qu'un 1 million de personnes sont aujourd'hui « retournées ». **« C'est un mouvement incessant auquel il faut s'adapter. La difficulté c'est qu'au Yémen au contraire de l'Irak par exemple, la très grande majorité des camps sont informels et peuvent disparaître quasiment du jour au lendemain. »** explique Maud Bellon.

A la complexité des mouvements de populations s'ajoute pour les ONG d'importantes contraintes sécuritaires et administratives qui réduisent considérablement le champ d'action. **« Il est capital de rendre sûr et neutre l'acheminement de l'aide jusqu'aux populations concernées. Il y a aujourd'hui une grande solidarité entre ONG pour faciliter le parcours du combattant administratif auxquels nous sommes toutes confrontées, les négociations quotidiennes avec les autorités, etc..., mais cela ne suffira pas »** conclut-elle.

### À propos de Handicap International

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

### / Contact presse

Nathalie BLIN

T. 04 6 68 75 39

M. 06 98 65 63 94

M. [n.blin@hi.org](mailto:n.blin@hi.org)

